

ROYAUME-UNI

Déclaration du Royaume-Uni

Assemblée annuelle 2020 de la BERD, Londres

1. Le Royaume-Uni souhaite chaleureusement la bienvenue aux gouverneurs pour cette Assemblée annuelle londonienne et remercie la direction pour l'énorme travail effectué afin que celle-ci soit possible. C'est la première fois dans l'histoire de la BERD que cette Assemblée annuelle a lieu sous forme virtuelle – une Assemblée annuelle qui est par ailleurs la dernière avant le déménagement de la BERD dans son nouveau siège de Canary Wharf.
2. La BERD est une institution mondiale forte, qui joue un rôle déterminant au sein de l'architecture financière internationale et dont l'action est la démonstration des avantages considérables d'un actionariat international et de la coopération multilatérale. Le mandat de la BERD au service de la transition vers la démocratie pluraliste, le pluralisme et l'économie de marché reste aussi essentiel aujourd'hui qu'il l'était lors de sa création, et confère à la Banque une mission unique au sein du système international.
3. Le Royaume-Uni félicite la BERD pour les bons résultats qu'elle a obtenus en 2019, avec un volume d'investissement de 10 milliards d'euros, dont 46 % dans des projets verts, et un bénéfice de 1,4 milliard d'euros, tout en maintenant sa note AAA et une robuste assise financière. Ces fondations solides permettent à la BERD de faire face aux conséquences financières de la crise mondiale du coronavirus et de relever sans faiblir le défi qu'implique la nécessité de soutenir ses pays d'opérations à un moment inédit de notre histoire. C'est ce que montre la rapide mise en œuvre du Fonds de solidarité de 21 milliards d'euros, les 7 milliards d'euros d'investissements déjà fournis cette année et le fait que la Banque soit bien partie pour atteindre en 2020 un volume annuel des investissements bancaires record. Nous aimerions remercier sincèrement tous les membres du personnel de la BERD pour cette remarquable mobilisation, qui montre qu'ils sont capables d'agir efficacement dans les conditions les plus difficiles. Cette réponse de la Banque face à la crise prouve que, près de trente ans après sa naissance et alors qu'elle opère désormais dans un grand nombre de nouveaux pays, elle demeure extrêmement pertinente et son soutien reste important pour ses pays d'opérations.
4. Confiant dans l'avenir de la BERD, le Royaume-Uni soutient fermement le Cadre stratégique et capitalistique (CSC) sur cinq ans tel qu'il est proposé pour la période 2021–25. Ce CSC donne une vision claire des cinq prochaines années pour la BERD, celle-ci évoluant d'une position de soutien de ses pays d'opérations face à la crise vers une action encourageant une reprise résiliente, inclusive et verte.
5. Lors de la première année couverte par ce CSC, le Royaume-Uni accueillera, en association avec l'Italie, la COP 26, qui devrait s'avérer une occasion décisive de renforcer notre ambition de concevoir une réponse mondiale face aux gigantesques défis que pose l'urgence climatique planétaire. Auparavant, nous aurons fêté en décembre de cette année le cinquième anniversaire de l'Accord de Paris. Nous attendons de la BERD qu'elle se montre à la hauteur de l'enjeu et qu'elle assume un rôle directeur dans l'élaboration d'un programme climatique ambitieux, à mettre en œuvre par les banques multilatérales de développement. Dans ce contexte, nous accueillons favorablement le « virage vert » du CSC et la nouvelle stratégie climatique de la BERD. Nous nous réjouissons en particulier de l'objectif de la Banque de réaliser 50 % de ses investissements dans le cadre de son programme de transition vers une économie verte, de sa volonté d'augmenter ses investissements en termes d'adaptation, de résilience et de nature même, et de sa détermination

à arrêter une date limite de mise en conformité de toutes ses opérations avec l'Accord de Paris, date qui, nous l'espérons, pourra être fixée avant l'examen du CSC à mi-parcours, en 2022. Nous insistons sur l'importance d'atteindre les objectifs climatiques actuels, malgré les difficultés rencontrées cette année.

6. La priorité stratégique de la Banque doit être, d'un bout à l'autre du CSC, de permettre aux pays d'opérations actuels de se relever de la pandémie en construisant une économie résiliente, inclusive et verte, et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Nous soutenons l'engagement pris dans le CSC de renforcer les investissements et le dialogue sur les politiques à mettre en œuvre dans les pays d'opérations moins avancés, en particulier dans les pays aux premiers stades de la transition, l'Ouest des Balkans et la région SEMED. Nous encourageons la Banque à fixer des objectifs de transition ambitieux et à continuer de privilégier les projets de qualité, qui appliquent pleinement le principe d'additionnalité et remédient aux principales carences de transition. À plus long terme, nous espérons toujours voir les pays avancés se sevrer du soutien de la BERD et nous accueillons favorablement l'engagement pris d'élaborer une meilleure démarche de post-gradation pour les y aider.
7. Nous nous réjouissons de l'engagement fort inscrit dans le CSC de maintenir la priorité accordée au secteur privé par la BERD, en soutenant l'inclusion et en ouvrant des perspectives pour les groupes défavorisés. Nous saluons en particulier la volonté de continuer à intégrer la problématique du genre dans toutes les opérations de la BERD. Dans le contexte de la crise du coronavirus, le Royaume-Uni souhaite notamment que la BERD se donne pour priorité de mettre davantage l'accent sur la création d'emplois durables dans ses pays d'opérations.
8. Au-delà des pays d'opérations actuels, nous estimons toujours qu'il existe des perspectives considérables pour des activités réussies au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La BERD a déjà fait preuve de sa capacité à avoir un impact positif dans la région et nous soutenons son ambition de démarrer des opérations en Algérie dans le cadre de ce CSC. Nous approuvons la volonté de la Banque d'étendre ses activités aux autres pays de la région SEMED, notamment à l'Irak, dès que ceux-ci rempliront les conditions politiques nécessaires. À cet égard, nous soutenons la candidature de l'Irak au statut de membre de la BERD. Nous espérons en outre que la BERD pourra faire profiter toute la région de son expertise et continuera de renforcer sa collaboration avec le Royaume-Uni dans les domaines de priorités communes, pour un dialogue réactif, la mise en œuvre et le suivi de programmes de qualité et une coordination effective des parties prenantes.
9. Nous notons avec satisfaction la volonté de poursuivre les discussions sur une éventuelle extension des opérations au-delà du champ géographique actuel de la Banque, à un certain nombre de pays précis d'Afrique subsaharienne, et de soumettre cette question à un examen attentif. Toute extension doit s'appuyer sur les avantages comparatifs de la BERD, c'est-à-dire sur son approche alliant priorité au secteur privé et dialogue avec le secteur public sur les politiques à mettre en œuvre. Le Royaume-Uni attend de la BERD qu'elle montre, en examinant les arguments susceptibles de plaider en faveur d'une expansion géographique, en quoi elle peut réellement apporter de la valeur, en évitant les redondances, dans un système de développement multilatéral de plus en plus complexe. La BERD doit notamment considérer son offre par rapport aux acteurs existants, comme la Banque africaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale, et la manière dont elle entend coordonner son action et travailler en partenariat avec eux, dans un souci d'impact maximal sur le terrain.

10. Nous insistons pour que, pendant toute la période couverte par le prochain CSC, la Banque mette davantage l'accent sur le respect par les pays bénéficiaires des principes de l'article 1. Nous sommes convaincus que la Banque cherchera toujours à davantage soutenir les pays qui aspirent à ces principes et appelons la BERD à ne pas hésiter à réduire, voire à arrêter ses activités dans les pays qui les enfreignent.
11. La mise en œuvre de cet ambitieux CSC sera servie par une modernisation notable des systèmes informatiques de la BERD et des investissements dans les compétences du personnel, parallèlement à l'engagement d'améliorer le dispositif d'évaluation des résultats de la Banque. Nous considérons que la BERD, en tant que banque multilatérale de développement performante, accordant des financements sous conditions non préférentielles et ne nécessitant pas de recapitalisation régulière, reste un excellent placement en termes de rapport qualité/prix pour l'actionnaire britannique que nous sommes. La BERD doit néanmoins veiller à poursuivre la gestion financière solide qui est la sienne et à conserver la note AAA qu'elle détient depuis longtemps.
12. Le Royaume-Uni est fermement engagé aux côtés de la BERD et en faveur de son mandat et nous sommes impatients de collaborer avec les autres actionnaires, le nouveau/la nouvelle Président(e) et la direction, afin de mettre en œuvre le CSC, dans un contexte mondial en évolution perpétuelle. Nous aimerions également remercier Suma Chakrabarti pour les huit années qu'il a passées à la tête de la Banque, ainsi que Jürgen Rigterink, qui a assuré sa direction en tant que Président par intérim. Le Royaume-Uni est extrêmement fier d'être le pays d'accueil de la BERD et nous sommes persuadés que la Banque atteindra ses ambitieux objectifs et accentuera son impact dans ses pays d'opérations, grâce notamment aux talents, aux compétences et aux capitaux dont elle peut disposer à Londres et au Royaume-Uni.